

DE L'ARGENT POUR LES SERVICES PUBLICS – PAS POUR LA GUERRE

À : LA CHAMBRE DES COMMUNES

ATTENDU QUE :

- L'escalade de la course mondiale aux armements rend le monde plus instable alors que les pays cherchent à se « protéger » en augmentant leurs dépenses militaires ;
- Les dépenses militaires détournent les fonds des services et programmes sociaux qui luttent contre la pauvreté et les inégalités économiques et qui favorisent une sécurité durable à long terme ;
- Le premier ministre libéral Mark Carney a l'intention de quadrupler les dépenses militaires pour les porter à 150 milliards de dollars par année (et environ la moitié de toutes les dépenses d'approvisionnement sera effectuée à l'extérieur du Canada, notamment aux États-Unis) ;
- Cet argent est alloué au détriment des investissements urgemment nécessaires dans les soins de santé, les services de garde, le logement, l'éducation, le transport en commun et plus encore ;
- Le directeur parlementaire du budget du Canada a déjà attiré l'attention sur la perte de dizaines de milliers d'emplois dans le secteur public - les personnes mêmes nécessaires pour offrir des services et programmes fédéraux rapides et de grande qualité dans des domaines tels que : le logement, l'assurance médicaments, les services de garde, les services aux Autochtones, les programmes d'égalité des genres et d'équité, les programmes de soutien aux personnes handicapées, l'assurance-emploi, la sécurité des transports, la Sécurité de la vieillesse et le Régime de pensions du Canada / Régime de rentes du Québec, les subventions de recherche, et plus encore ;
- Les services et programmes publics rendent la vie plus abordable pour nous toutes et tous, pourtant les compressions du financement fédéral destiné aux services publics offerts par les provinces et les territoires aggraveront les pénuries de personnel et la détérioration de la qualité des services à tous les niveaux ;
- La souveraineté du Canada est mieux protégée en devenant un leader mondial dans la création de bons emplois grâce à des investissements dans des services publics universels, véritablement accessibles et de haute qualité ; par conséquent,

NOUS, SOUSSIGNÉ·E·S, RÉSIDENT·E·S DU CANADA, demandons au premier ministre Mark Carney et à tous les député·e·s de :

- Faire marche arrière et prioriser un financement adéquat de tous les services et programmes publics, tels que : le logement, l'assurance médicaments, les services de garde, les services aux Autochtones, les programmes d'égalité des genres et d'équité, les programmes de soutien aux personnes handicapées, l'assurance-emploi, la sécurité des transports, la Sécurité de la vieillesse et le Régime de pensions du Canada / Régime de rentes du Québec, les subventions de recherche, et plus encore ;
- Veiller à ce que le financement et les ressources fédérales destinés aux services et programmes suivent l'inflation et la demande, tout en garantissant des salaires viables et des ratios de personnel adéquats pour les travailleuses et travailleurs qui offrent ces services et programmes ; et
- Augmenter les impôts sur les entreprises profitables et les personnes fortunées afin de générer les revenus nécessaires pour investir adéquatement dans les services et programmes dont nous dépendons.

NOM : Veuillez écrire clairement

SIGNATURE :

VILLE :

PROVINCE :

FINANÇONS
les services
publics

Veuillez me contacter !

Je veux lutter pour un
financement public durable
qui comprend des effectifs
adéquats afin de soutenir
correctement les
communautés et l'économie.

Numéro de téléphone ou
adresse courriel :
